

Des élus LR interpellent Macron sur l'immigration galopante



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 13 novembre 2019

Source [*Valeurs actuelles*] Plus *qu'une question de société*, la montée de l'immigration devient un enjeu de civilisation qui met en péril la survie de la Nation

Réagissant aux confidences du président de la République parues aujourd'hui dans *Valeurs actuelles*, une cinquantaine de membres des Républicains, parlementaires comme élus locaux, s'inquiètent de l'augmentation du nombre d'immigrants en France, et s'interrogent sur la capacité de la France à les accueillir.

Un an après la promulgation de la loi asile-immigration-intégration, le Premier ministre reconnaît que les objectifs n'ont pas été atteints. Le président aurait tout à coup conscience de la nécessité de prendre à bras le corps les problèmes liés à une immigration qu'il n'a jamais cherché à maîtriser. Comment justifier alors la signature il y a un an à peine à Marrakech d'un Pacte mondial sur les migrations, sans daigner consulter les Français ? Comment expliquer qu'Emmanuel Macron ait adhéré à l'objectif 15 de ce pacte d'« *assurer l'accès des migrants aux services de base* » quand on ne sait plus le faire pour des millions de nos compatriotes ? Comment croire que ce pacte ne nous contraindra pas à assumer une immigration non choisie lorsqu'à l'ONU l'ambassadeur suisse Jürg Lauber, affirme que celui-ci « *inscrit fermement la migration dans l'agenda mondial. Ce document constituera un point de référence pour les années à venir et induira un réel changement sur le terrain* » Comment croire que ce pacte ne promeut pas une vision communautariste de la société lorsqu'il invite les pays d'accueil à faire toute leur place aux coutumes et aux cultures des migrants ?

Ce nouveau débat ne masquera pas le triste bilan d'Emmanuel Macron : record de titres de séjour délivrés = 259 600 en 2018 ; record de nouvelles demandes d'asile = 123 625 en 2018 (+22%) ; record de mineurs non accompagnés = 40 000 en 2018 (+500% en 3 ans) ; record de dépenses pour l'Aide Médicale d'Etat (AME) = 943 millions d'euros en 2019 (+73% en 10 ans).

Depuis trente ans, la France est exposée au chaos migratoire. Le journaliste américain Stephen Smith, auteur de *La ruée vers l'Europe*, le prévoit en ces termes : « *L'Afrique est une salle d'attente de 1,3 milliard d'habitants aux portes de l'Europe. 40% des adultes africains déclarent vouloir migrer, à l'intérieur du continent ou au-delà. Pour le moment, seulement 150 millions en ont les moyens. Mais ils seront quatre fois plus nombreux en 2050 quand l'Afrique comptera 2,4 milliards d'habitants.* » Affirmer qu'il ne doit plus y avoir un droit des étrangers à immigrer en France, hors asile, mais un droit de l'Etat à décider qui la France souhaite accueillir ou refuser sur le territoire de la Nation, relève tout simplement du bon sens.

Nous pourrions parler de l'immigration comme d'un défi économique et social et entrer alors dans des batailles de chiffres pour évaluer son coût. Ce serait masquer le fait que l'immigration est avant tout un enjeu civilisationnel qui pose la question cruciale : quelle société voulons-nous laisser aux générations futures ? C'est cette même préoccupation conservatrice qui motive le refus du transhumanisme dont la PMA sans père est une étape. Le « *progressisme* » s'érige sur la transgression de l'humain et la destruction de la Nation. Poser des limites ou des frontières, ce n'est rien d'autre que vouloir les protéger. Cela relève d'une volonté politique.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)